

Déclaration d'Action et Démocratie CFE-CGC au Conseil Académique de l'Éducation Nationale du mardi 04 mars 2025

Madame la Rectrice,

Monsieur le Vice-Président de Région,

Mesdames, Messieurs les membres du CAEN,

après avoir subi au sein de notre pays une longue période d'instabilité politique et économique, qui n'est à ce jour pas totalement réglée, nous devons affronter aujourd'hui une situation internationale particulièrement anxiogène.

Malgré cela, il est de notre devoir de nous préoccuper de l'avenir de notre jeunesse car c'est elle qui construira le monde de demain. Notre responsabilité est lourde. Il nous faut non seulement la former mais aussi l'éduquer, lui inculquer le respect, la rassurer et la protéger également.

Sans vouloir entrer dans une surenchère déraisonnable des moyens financiers à consacrer à ces missions, il faut être conscient qu'il est aussi indispensable d'y consacrer un budget suffisant, en évitant une gestion purement comptable de nos effectifs mais davantage humaine. Si nous ne le faisons pas, tôt ou tard, cette jeunesse nous le fera payer.

Les documents qui sont à l'étude de cette séance démontrent bien que la voie professionnelle joue désormais pleinement son rôle dans l'accompagnement et la réussite de nos élèves. Nous ne pouvons que nous en féliciter, tout en rappelant que la formation initiale doit être prioritaire sur l'apprentissage. Les pièces transmises aux membres de ce CAEN relèvent une baisse démographique à la rentrée 2025 qui affecte pour l'instant davantage le premier degré que le second. **De nombreux postes de professeurs des écoles vont être supprimés dans l'académie de Lille car de nombreuses fermetures de classes sont programmées. Action et Démocratie ne l'accepte pas et réclame fermement un réajustement à la baisse des effectifs par classe qui permettra indéniablement une meilleure prise en charge de nos élèves et de leurs difficultés.** Cette demande ne s'applique pas seulement au premier degré mais aussi au second degré car les suppressions de postes programmées en LGT, en collège, en SEGPA ou en EREA ne sont pas acceptables.

Si nous ne le faisons pas, nous ne ferons que dégrader encore l'attractivité de notre métier et aurons de plus en plus de mal à recruter de nouveaux enseignants ou nous détériorerons davantage les conditions de travail de ceux qui sont en poste aujourd'hui et qui continueront de démissionner. Enseigner ne s'improvise pas. Recruter sur des job dating est inconcevable.

Notre métier mérite une formation de qualité. Vouloir modifier les modalités de passage des concours ne réglera pas les problèmes que nous rencontrons aujourd'hui. Il est indispensable de redonner à notre profession ses lettres de noblesse. Un enseignant correctement rémunéré et qui ressent de la bienveillance à son égard à la fois par sa direction mais aussi par son corps d'inspection est un enseignant heureux.

Et un enseignant heureux est un enseignant qui transmet mieux ses connaissances et développe davantage l'amour de l'école chez ses élèves.

Sans vouloir jeter l'opprobre sur les professions de chef d'établissement ou d'inspecteurs que nous respectons bien évidemment, **Action et Démocratie constate que les membres des services RH de notre académie que nous remercions pour le travail qu'ils accomplissent sont submergés de dossiers à traiter et qu'il en est de même de notre médecine de prévention, particulièrement mal dotée en termes d'effectifs.** Parmi ces dossiers, combien pourraient être évités si la bienveillance que l'on nous demande constamment d'appliquer envers nos élèves s'appliquait aussi envers les personnels ?

L'analyse des documents que nous avons reçus nous permet de constater une diminution régulière du taux de décrochage scolaire sur les trois dernières années. Cela semble plutôt positif même si le nombre de jeunes non retrouvés nous apparaît encore bien élevé avec une forte disparité entre les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

La création de Structures de Retour à l'École (SRE) avec deux micro-lycées, un lycée de la nouvelle chance et deux micro-collèges depuis peu a peut-être contribué à réduire le taux de décrochage scolaire mais à quel prix ? Les moyens mis sur ces dispositifs ne pouvaient-ils pas être exploités plus tôt pour prévenir davantage le décrochage et éviter que les élèves rejettent l'école et peut-être son mode de fonctionnement ?

On peut se satisfaire de la diminution du nombre de jeunes non retrouvés mais il faut s'inquiéter sérieusement de l'abaissement de l'âge moyen du décrochage scolaire et y mettre fin au plus vite.

L'école est victime de l'évolution de notre société zapping dont nous devons aujourd'hui contrecarrer les effets négatifs. Réinventons-la, redonnons l'envie à davantage d'élèves sans oublier bien-sûr de faire respecter avec fermeté ses règles de fonctionnement.

Enfin, pour le bien-être de toutes et tous, **Action et Démocratie exige la suppression de toutes les réformes mises en place après des pseudo concertations qui s'apparentent davantage à l'application d'un article 49.3 et qui ne règlent en rien les problèmes de notre institution.** Nous pensons en particulier à la mise en place du parcours Y en terminale Bac Pro ou la création des groupes de niveaux en collèges.

Notre école a besoin de stabilité et son avenir doit être construit sur les fondations élaborées par ceux qui la font vivre au quotidien : les enseignants.

Merci de votre attention.

Les représentants Action et Démocratie CFE-CGC